contretemps, comme l'ont fait valoir Alvaro de Soto et Graziana del Castillo au sujet d'El Salvador³². Par exemple, l'aide accordée par la Banque mondiale au Rwanda a été scandaleusement lente à se matérialiser, même après avoir été approuvée par le Conseil des gouverneurs de la Banque. Cette lenteur a amené le Rwanda à mettre en doute la profondeur de l'engagement international envers la reconstruction du pays, ainsi que l'utilité de coopérer à l'avenir avec les institutions internationales, et notamment l'ONU.

Les organismes de développement de l'ONU eux-mêmes ne se sont guère comportés de façon plus efficace. La communauté internationale doit se ressaisir et apprendre à mieux doser l'usage qu'elle fait des instruments politiques et économiques pour amener ou ramener à la société civile des pays déchirés par la guerre, de manière à étayer la paix par la réalisation d'un ensemble d'aspirations économiques. Les incitations économiques ont leur importance. La communauté des donateurs a consenti un effort soutenu, supposant l'apport de milliards de dollars, pour appuyer le développement du Cambodge depuis 1991. Une coopération comparable entre pays donateurs est en voie de s'établir à Haïti. Cette façon de procéder devrait constituer la règle plutôt que l'exception. Elle exige toutefois des gouvernements donateurs qu'ils établissent une collaboration de tous les instants entre leurs ministères des Affaires étrangères et de la Défense, d'une part, et leurs ministères du Trésor et organismes de développement de l'autre - ce qui serait beaucoup demander dans plusieurs capitales.

Conclusion

Voici, selon Adam Roberts, les problèmes que doit régler l'ONU pour devenir plus efficace en ce qui concerne le maintien et l'imposition de la paix :

Les principaux problèmes sont les suivants: l'incapacité à s'entendre clairement sur les objectifs stratégiques et politiques des interventions visant des situations complexes et en rapide mutation; la conviction persistante, quoique fort malmenée, que les proclamations du Conseil de sécurité de l'ONU seront nécessairement respectées par tous et suivies d'effet; l'inexistence de tout mode d'action convenu autre que les deux panacées familières que sont l'impartialité du maintien de la paix et l'imposition de la paix en faveur de l'une des parties au conflit; l'absence d'un système efficace de commandement et de contrôle international; enfin, la difficulté à convaincre les États d'engager leurs forces en vue d'opérations éloignées et dangereuses³³. [Traduction officieuse.]

³² Voir Alvaro de Soto et Graziana del Castillo, *Obstacles to Peacebuilding*, <u>Foreign Policy</u>, numéro 94, printemps 1994.

³³ Voir Adam Roberts, From San Francisco to Sarajevo: The UN and the Use of Force, Survival, vol. 37, nº 4, hiver 1995-1996, p. 7-28. Roberts constate que l'emploi de la force par la FORPRONU, ou en conjonction avec cette opération, a été tout à fait efficace dans plusieurs cas, notamment le blocus naval dans l'Adriatique et, plus tard, les frappes aériennes. D'après lui, les problèmes relatifs à l'emploi